

MM. Gueï Armand, mle 252 212-A, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Soumahoro Moussa Aboubacar Cidick, mle 252 222-C, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Mlle Fian Adou Rosine, mle 252 208-X, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 M.M. Coulibaly Aboubakary, mle 252 203-J, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Zoro Epiphane Ballo, mle 252 225-F, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Konan Kouakou D'Aquin, mle 252 214-C, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Mlle Tohoulys Cécile, mle 252 223-D, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 MM. Delbé Zirignon Constant, mle 252 204-K, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Mlle Kouigbé Kpan Elise, mle 252 226-G, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 M.M. Yapi Kacou Michel, mle 252 224-E, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Konan Kouassi Jean, mle 252 215-D, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Djédjé Goly Séraphin, mle 252 211-H, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Pohan Alain Philippe, mle 252 221-B, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Kouassi Fernand, mle 252 220-N, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Eyorékou Boko Emmanuel, mle 252 207-N, pour compter du 1^{er} janvier 1998 ;
 Mlle Koussémon Diane Eleth, mle 252 217-F, magistrats du 2^e grade, 2^e groupe 1^{er} échelon.
 Abidjan, le 16 février 1998.

KOUAKOU BROU Jean.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES

DECRET n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Agriculture et des Ressources animales, du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés publiques, du ministre de l'Intérieur et de l'Intégration nationale et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux Coopératives, notamment en son article 43 ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 96 PR. 10 du 10 août 1996, n° 97 PR. 08 du 10 décembre 1997 et n° 98 PR. 01 du 6 mars 1998 ;

Vu le décret n° 96 179 du 1^{er} mars 1996 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Le Conseil supérieur de la Coopération est un organe consultatif compétent pour émettre un avis et formuler des recommandations sur toutes les questions relatives au développement du mouvement coopératif, soit à la demande de l'Administration ou des Coopératives, soit à sa propre initiative.

Son avis est obligatoire en cas de création d'une Union régionale ou inter-régionale, d'une Fédération ou d'une Confédération de Coopératives.

Il peut être saisi, en qualité d'arbitre, par tout promoteur de Coopérative ou Union de Coopératives dont la demande d'agrément a été rejetée ou dont l'agrément a été retiré par les autorités régionales.

Il peut être saisi pour deuxième examen de tout refus ou retrait d'agrément d'une Union régionale ou inter-régionale, d'une Fédération ou d'une Confédération de Coopératives.

Art. 2. — Présidé par le ministre chargé de l'Action coopérative ou son représentant, le Conseil supérieur de la Coopération comprend :

- Un représentant du ministre chargé de la Justice ;
 - Un représentant du ministre chargé de l'Intérieur ;
 - Un représentant du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
 - Un représentant de l'Assemblée nationale ;
 - Un représentant du Conseil économique et social ;
 - Un représentant de la Chambre d'Agriculture nationale ;
 - Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
 - Un représentant de la Chambre des Métiers ;
 - Un représentant de l'Agence nationale d'Appui au Développement rural ;
 - Un représentant de l'Association professionnelle des Banques ;
 - Trois représentants des Coopératives désignés par leurs pairs ;
 - Trois représentants des Unions de Coopératives désignés par leurs pairs ;
 - Deux représentants des Fédérations de Coopératives désignés par leurs pairs ;
 - Deux représentants des Confédérations de Coopératives désignés par leurs pairs ;
 - Un représentant des Institutions financières impliquées dans des projets de développement du mouvement coopératif ;
- Pour chaque membre est désigné un suppléant. Le mandat des membres est d'une durée de trois ans. Il est renouvelable.
- Le Conseil est constitué par arrêté du ministre chargé de l'Action coopérative.
- A l'occasion de chacune de ses réunions, le Conseil peut s'adjoindre toute personne utile à la bonne fin de ses travaux notamment les représentants des ministères concernés par l'ordre du jour et non membres permanents.

Art. 3. — Le Conseil établit son règlement intérieur.

Son secrétariat est assuré par la direction centrale concernée du ministère chargé de l'Action coopérative.

Art. 4. — Le ministre de l'Agriculture et des Ressources animales, le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés publiques, le ministre de l'Intérieur et de l'Intégration nationale et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 juin 1998.

Henri Konan BEDIE.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DECRET n° 98-258 du 3 juin 1998 portant réglementation des opérations de Conversion de Dettes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 94-338 du 9 juin 1994 relative à la privatisation des participations et actifs de l'Etat dans certaines entreprises et Etablissements publics nationaux ;

Vu la loi n° 95-620 du 3 août 1995 portant Code des Investissements ;

Vu le décret n° 90-1610 du 28 décembre 1990 portant autorisation de cession et de transfert au secteur privé des actions et participations détenues par les personnes morales de Droit public et création des Organes chargés du programme de Privatisation et de Restructuration du secteur parapublic et organisation des modalités d'application de ce programme ;

Vu le décret n° 94-520 du 21 septembre 1994 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Comité de Privatisation ;

Vu le décret n° 94-532 du 21 septembre 1994 portant modalités d'application de la loi n° 94-338 du 9 juin 1994 relative à la privatisation des participations et actifs de l'Etat dans certaines entreprises et Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 96 PR. 10 du 10 août 1996, n° 97 PR. 08 du 10 décembre 1997 et n° 98 PR. 01 du 6 mars 1998 ;

Vu le décret n° 96-179 du 1^{er} mars 1996 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 96-226 du 13 mars 1996 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances, tel que modifié par les décrets n° 97-36 du 22 janvier 1997 et n° 97-581 du 8 octobre 1997 ;

Vu les conclusions de la réunion du Comité technique de Gestion de la Dette extérieure en date du 6 mai 1998 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES

Objet

Article premier. — Les dispositions du présent décret ont pour objet de déterminer les règles générales d'un cadre réglementaire applicable aux opérations de Conversion de Dette et aux opérations de Privatisation en République

de Côte d'Ivoire réglées en tout ou en partie au moyen de dette éligible. Dans la mise en œuvre de ces opérations de Conversion de Dette et de Privatisation, la République poursuit les objectifs suivants :

— Encourager les investissements dans les secteurs jugés prioritaires de l'économie nationale par voie de conversion en monnaie nationale de créances libellées en devises étrangères ;

— Permettre aux investisseurs d'utiliser des créances libellées en devises étrangères comme moyen de paiement dans le cadre d'opérations de Privatisation ; et

— Réduire la charge de la dette extérieure de la Nation.

Définitions

Art. 2. — « Comité » désigne le Comité technique de Gestion de la Dette extérieure créé par arrêté n° 683 MEFCP. CAB du 12 septembre 1991, placé sous la tutelle du ministre de l'Economie et des Finances et agissant par l'intermédiaire de son secrétaire permanent, le Secrétariat technique du Comité technique de Gestion de la Dette extérieure.

« Comité de Privatisation » désigne le Comité de Privatisation institué par la loi n° 94-338 du 9 juin 1994 relative à la privatisation des participations et actifs de l'Etat dans certaines entreprises et Etablissements publics nationaux, dont les attributions sont précisées par le décret n° 94-520 du 21 septembre 1994 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Comité de Privatisation et le décret n° 94-532 du 21 septembre 1994 portant modalités d'application de la loi n° 94-338 du 9 juin 1994, et agissant par l'intermédiaire de sa cellule technique qui assure également le Secrétariat permanent du Comité de Privatisation.

« Comité interministériel » désigne le Comité chargé de l'approbation des demandes de Conversion de Dette. Présidé par le ministre de l'Economie et des Finances, il regroupe le ministère de l'Economie et des Finances, le ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et du Développement industriel, les ministères techniques et le Comité de Privatisation et de Restructuration du secteur para-public impliqués dans l'opération de Conversion de Dette.

« Compte de Conversion de Dette » désigne le compte visé à l'article 18 du présent décret.

« Dette éligible » signifie (i) la dette extérieure matérialisée par les titres émis par la République dans le cadre de la restructuration 1997 de la dette, libellés en francs français ou en dollars des Etats-Unis d'Amérique, à savoir, les titres d'arriérés d'intérêt, les titres avec décote et les titres à taux réduit ; (ii) la dette extérieure de la République envers les Etats ou Institutions multilatérales ; et (iii) toute autre dette extérieure de la République à l'égard d'un créancier non résident.

« Dette extérieure » signifie toute dette de la République ou garantie par elle, à l'égard d'un créancier non-résident, remboursable ou payable par ses termes ou au choix du créancier en devise.

« Entreprise éligible » désigne une entreprise ivoirienne ou étrangère qui exerce ou se propose d'exercer ses activités principales dans (i) l'un des secteurs économiques soumis au régime de la déclaration ou au régime de l'agrément